



Des hautes écoles performantes sont une base importante pour la capacité d'innovation en Suisse

Une récente analyse de l'Office fédéral de la statistique (OFS) sur les étudiants internationaux dans les hautes écoles suisses montre l'attrait et la qualité des hautes écoles spécialisées et universités suisses. Près d'un cinquième des étudiants viennent en Suisse dans ce but. D'après le rapport, ils sont attirés principalement par la qualité de l'encadrement et la réputation des hautes écoles. Pour que les établissements suisses conservent leur bonne réputation, il importe de consentir des efforts supplémentaires et surtout de consacrer suffisamment de moyens au domaine des hautes écoles à l'avenir.

Les hautes écoles suisses n'ont pas à rougir de leur qualité en comparaison internationale. L'EPFZ figure dans le top 10 du classement récemment publié par QS, ce qui est un excellent signe. Elle joue ainsi dans la même ligue que des établissements de réputation mondiale comme Harvard ou Cambridge. Le rapport d'analyse de l'OFS sur les étudiants internationaux dans les hautes écoles suisses montre que les universités et hautes écoles spécialisées ont bonne réputation auprès d'étudiants potentiels également bien au-delà des frontières nationales. Près d'un cinquième des étudiants viennent de l'étranger. Les deux tiers environ viennent des pays voisins, mais les étudiants asiatiques et américains sont également nombreux. Ils sont attirés par la qualité élevée des hautes écoles sur le plan de l'enseignement et de l'encadrement.

Une qualité élevée nécessite des moyens

La grande capacité d'innovation de la Suisse, régulièrement confirmée par les classements internationaux, s'explique en partie par la qualité élevée des hautes écoles. Celles-ci développent des connaissances fondamentales et font émerger des cerveaux, éléments indispensables pour un pays d'innovation. Il incombe aux milieux politiques de garantir les conditions nécessaires, car la concurrence – en particulier dans les pays asiatiques – ne dort pas. Trois points figurent au premier plan.

Premièrement, les hautes écoles doivent bénéficier de la plus grande autonomie possible. Elles doivent être libres en particulier dans les domaines de la recherche et des contenus enseignés. Cela suppose de renoncer à définir, au niveau politique, les technologies dites « prometteuses », dans le domaine du cleantech par exemple. Deuxièmement, les universités et hautes écoles spécialisées doivent aussi être libres d'embaucher des personnes dans le monde entier. Cela leur permet de se profiler, face à la concurrence nationale et internationale, dans la course aux talents, que ce soit du côté des étudiants ou des enseignants. Et, troisièmement, il convient de mettre suffisamment de ressources à la disposition des hautes écoles. Or il sera possible de maintenir ou d'améliorer le taux d'encadrement, si important pour la qualité des hautes écoles, à condition qu'il y ait suffisamment d'enseignants – à défaut il faudrait réduire le nombre d'étudiants, ce qui serait hautement problématique au vu du rôle important des hautes écoles pour la formation de main-d'œuvre et de leur contribution à l'innovation et à la prospérité.



premières.